



Aux destinataires selon la liste de distribution

N° de référence : COO.2180.109.7.239656 / 234.1/2017/00009

Votre référence :

Notre référence : bj-scmi

Berne, le 16 janvier 2018

Discussion sur la révision du droit de la construction

Mesdames, Messieurs,

À la suite de la motion Fässler-Osterwalder (09.3392) « Renforcer les droits du maître d'ouvrage en matière de réparation des vices de construction » et d'autres interventions parlementaires, l'Office fédéral de la justice a été chargé d'élaborer un avant-projet de révision du droit de la construction. Les interventions parlementaires visent toutes à améliorer la position des maîtres d'ouvrage privés et des acquéreurs de biens immobiliers en cas de vices de construction. Il est prévu d'envoyer un avant-projet en consultation au cours du deuxième semestre 2018.

L'Office fédéral de la justice souhaiterait impliquer les milieux concernés dans ses travaux dès le départ. C'est pourquoi nous vous invitons à participer à une discussion sur la révision du droit de la construction qui aura lieu

**le vendredi 23 février 2018, de 9h45 à 12h00 environ,
à l'Office fédéral de la justice, Bundesrain 20, 3003 Bern, salle de séance 53.**

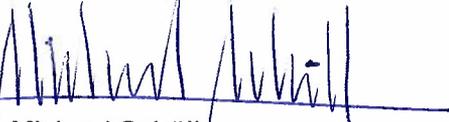
Lors de cette séance, nous vous présenterons brièvement les étapes prévues pour mettre en œuvre les interventions parlementaires ainsi que les grandes lignes du projet. Vous aurez également l'occasion d'exprimer votre avis et d'échanger avec les autres participants.

Si vous souhaitez participer à cette discussion, nous vous prions de nous en faire part d'ici au **31 janvier 2018** (par courriel à david.oppliger@bj.admin.ch). Pour éviter une trop forte affluence, nous vous prions d'inscrire tout au plus deux personnes par organisation invitée. Vous trouverez de plus amples informations au sujet de la rencontre sur notre site Internet sous www.ofj.admin.ch > **Actualité** > **Manifestations**.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Office fédéral de la justice OFJ

Domaine de direction Droit privé



Michael Schöll
Sous-directeur